RAPPORT D'ACTIVITÉ 2010

fondation SCIENCES CITOYENNES

Editorial 3

Activités en France 5

Lanceurs d'alerte et expertise 6
Co-construction des savoirs et des décisions dans la recherche 8
Forum des Associations *Repenser le développement, la société civile s'engage* 9
Fiches *Sciences, innovation, risques et démocratie* 10
Festival Sciences en Bobines 11
Sciences et Solidarité internationale 11
Livre *Labo Planète* 11
Relations avec les régions 12
Réseau Environnement Santé 13
Combat Monsanto 13
Journée *Innovation, durabilité, développement : un nouveau manifeste* 14
Colloque *La science face à la démocratie* 14
ACEN 14

Activités internationales 15

Forum Mondial Sciences et Démocratie 16
Réseau Européen des Chercheurs pour une Responsabilité Sociale et Environnementale 17
Projets européens 17
ETAL et ALTER-EU : Réseaux d'encadrement du lobbying et des conflits d'intérêts 20

Communication externe 21

Notes, textes, communiqués 22
Sciences citoyennes dans les médias 23
Interventions 23
Réseaux 24

Vie de l'association 24

Adhérents 25
Conseil d'administration 25
Equipe salariée 25
Communication interne 25
Formation pour nos adhérents 26
Site Internet de l'association 26
Notre démarche « écologique » au quotidien 27

Editorial

Au cours de l'année écoulée, la Fondation Sciences Citoyennes a été présente sur la plupart des fronts qui la mobilisent depuis plusieurs années : lanceurs d'alerte, conflits d'intérêt dans la recherche et l'expertise, soutien et promotion des recherches participatives, animation du débat au niveau national et international sur les enjeux démocratiques autour de la science…

Dans tous les cas, notre action s'est inscrite dans une démarche militante et revendicative tout en reposant sur un travail de fond et des propositions concrètes et étayées.

Dans tous les cas, nous avons eu à cœur de travailler en réseau avec le maximum de partenaires de façon ouverte, démocratique et transparence, considérant que cette éthique du travail collectif était non négociable.

Nos travaux autour des questions de l'alerte et l'expertise illustrent bien ces dimensions multiples et complémentaires. Notre proposition de loi rédigée avec des juristes, présente les conditions concrètes de mise en place d'une Haute autorité de l'expertise et de l'alerte. Les différents séminaires que nous avons co-organisés sur les questions d'expertise en santé (Parlement européen) ou les enjeux du lobbying (Sénat et Assemblée Nationale) ont permis d'informer et d'ouvrir un débat précis sur ces questions. Enfin, les campagnes de soutien à deux lanceurs d'alerte – Jacques Poirier et Gilles-Eric Séralini –ont touché un public plus large grâce à des pétitions, réunions publiques, conférences de presse et manifestations. Ce travail est également décliné sur des cas concrets par le Réseau Environnement Santé dont nous sommes membre fondateur.

Notre investissement pour le soutien à d'autres formes de recherche est également confirmé. Au travail de fond que nous avons effectué ces dernières années sur le sujet au niveau européen (de façon générale au sein du projet STACS et dans le cas particulier des recherches en agri-environnement avec le projet CREPE) ou au niveau français, s'ajoutent aujourd'hui des actions plus concrètes : les premiers pas d'une boutique de sciences à Grenoble, des séminaires de travail entre paysans et chercheurs sur la sélection participative des semences, ou encore l'organisation d'un forum public sur la recherche agricole et ses enjeux sociétaux, à Rennes en juin 2011.

Notre engagement pour ouvrir largement les débats sur la démocratisation des questions scientifiques a été marqué par un temps militant fort en février 2011 avec l'organisation du Forum Mondial Sciences et Démocratie à Dakar. Cette seconde édition d'un événement rassemblant acteurs du monde de la recherche et organisations de la société civile, s'est révélée extrêmement féconde, ouvrant de véritables perspectives pour l'avenir des mobilisations.

Mais l'année écoulée a également permis à notre association d'entamer un processus d'amélioration de son fonctionnement. Un cycle de formation à destination des adhérents franciliens a été organisé en 2010, et largement plébiscité par les participants. Notre site internet a été totalement refondé pour permettre une plus grande réactivité et à terme une véritable interactivité. Nos actions hors de la région parisienne se sont multipliées : déclinaisons régionales de notre festival de ciné-débat « Sciences en Bobines », forum public en Bretagne, projet de boutique de sciences en région Rhône-Alpes… Avec le renforcement de notre équipe salariée, passée cette année de 3 à 5 salariés, nous avons commencé une réorganisation et une clarification stratégique qui devrait déboucher sur une

meilleure animation du réseau d'adhérents et une plus grande capacité à susciter ou soutenir les initiatives susceptibles de germer un peu partout en France.

Nous pensons pouvoir dire que cette année encore, le travail a été fécond et que ce ne sont ni les nouvelles idées ni les énergies qui manquent pour poursuivre notre action dans les années qui viennent. Ainsi notre WE stratégique d'avril 2011 a débouché sur plusieurs propositions novatrices qu'il faut désormais approfondir (voir document annexé au rapport moral)

Jacques Testart et Catherine Bourgain

Activités en France

Lanceurs d'alerte et expertise

Loi sur l'alerte et la déontologie de l'expertise

Nous avons rendu publique notre proposition de loi sur l'alerte et la déontologie de l'expertise et nous communiquons assez largement sur la Haute autorité de l'Alerte et de l'Expertise. Ce projet est bien reçu dans les associations et les médias (mieux que les CdC).

Comme stipulé dans *l'exposé des motifs* : les mécanismes d'alerte, éléments-clés de la gestion des risques écologiques et sanitaires, constituent un corollaire des principes de prévention et de précaution sur lesquels sont fondés les droits de l'environnement et de la santé publique. Parce qu'ils visent à éviter ou limiter des dommages en cours de réalisation, ils ont conduit à la mise en place de multiples mécanismes d'alerte institutionnalisés (loi n°98-535 du 1er juillet 1998 relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme ; loi n°2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique, etc.). Tous poursuivent un même objectif : réduire le temps qui s'écoule entre l'apparition d'un risque de dommage et la prise de conscience de ses effets en réagissant aux signaux de risque de manière aussi rapide et efficace que possible.

La présente proposition vise à compléter ces mécanismes sans les remplacer. »

« La présente loi a pour objet de créer une Haute Autorité de l'expertise et de l'alerte (HAEA) chargée d'établir les principes directeurs de l'expertise scientifique et technique en matière de santé publique et d'environnement et de compléter les dispositifs d'alerte institutionnelle existant dans ces domaines. Elle assure l'instruction des alertes informelles et protège les personnes de bonne foi qui les lancent contre toute forme de sanction, mesure de rétorsion ou discrimination. »
http://sciencescitoyennes.org/tag/haute-autorite-de-lexpertise/

Nous envisageons une campagne importante à partir de l'automne autour de nos 2 projets de loi.

Campagnes de soutien à deux lanceurs d'alerte

Cette année, nous avons soutenu deux lanceurs d'alerte par des campagnes qui incluaient pétitions, manifestations, conférences, communiqués de presse et participation aux procès. Jacques Poirier (chercheur Sanofi-Aventis) sur la production d'une héparine dans des conditions sanitaires douteuses ; Gilles-Eric Séralini (enseignant-chercheur à l'université de Caen) sur ses travaux de recherches tendant à invalider les tests d'innocuité de Monsanto sur 3 de ses mais transgéniques commercialisés.

Campagne pour Gilles-Eric Séralini

Le 5 mai 2010, la FSC a lancé une campagne internationale de soutien à Gilles-Eric Séralini et à ses collègues. Depuis le début de l'année 2010, ces chercheurs étaient la cible d'attaques et de pressions morales émanant d'une partie de la communauté scientifique, et qui allaient jusqu'à remettre en question les conditions mêmes de leurs travaux de recherche (position académique, financements). Cette campagne de soutien a été menée conjointement avec le réseau européen ENSSER (European Network of Scientists for Social and Environmental Responsibility). Une lettre ouverte, sous

forme de pétition hébergée sur le site internet de FSC, et intitulée *Pour le respect de la controverse scientifique et de l'expertise contradictoire. Soutien a Gilles-Eric Séralini et à ses co- auteurs*, a été signée par plus de mille chercheurs et médecins et plus de 11 000 signatures du grand public. La FSC a coordonné une journée de soutien le 23 novembre 2010 lors du procès en diffamation que G.-E. Séralini a intenté à l'Association Française de Biotechnologie Végétales (AFBV) qui stigmatisait le chercheur qu'il est et qui dénigrait ses travaux en dehors de toute approche scientifique (conférence de presse, tractage et rassemblement de 400 personnes -, débat rassemblant des personnalités scientifiques et politiques traitant des lanceurs d'alerte et de la controverse scientifique). Des membres de Sciences Citoyennes témoignaient pour Gilles-Eric Séralini devant le Tribunal de Grande Instance de Paris. Le 18 janvier 2011, le lobby des biotechnologies incarné par l'AFBV et son président Marc Fellous a été condamné à 4000 € de remboursement de frais de justice ainsi qu'à 1000 € d'amende avec sursis et 1 € de dommages et intérêts.

Campagne pour Jacques Poirier

En 2003, Jacques Poirier, vétérinaire et pasteurien de formation, ancien expert national auprès de l'AFSSA (Agence Française de Sécurité Sanitaire des Aliments), est licencié par son entreprise Aventis Pharma, maintenant propriété de Sanofi Aventis. Il a refusé de cautionner des pratiques internes douteuses concernant la production de l'énoxaparine, un anticoagulant issu du mucus intestinal et théoriquement obtenu chez le porc. Issue de la famille des héparines entrant dans la fabrication de médicaments anti-coagulants, l'énoxaparine est produite majoritairement en Chine. Après enquête suite à des décès de patients, il s'avère que les lots de fabrication de l'anti-coagulant incriminé provenaient tous de Chine et contenaient une substance frelatée. Cette même année, l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé (AFSSAPS) reconnait officiellement que 11 lots commerciaux d'énoxaparine (vendue sous le nom commercial de Lovenox par Sanofi-Aventis) sont eux aussi contaminés.

En 2010, Jacques Poirier contacte Sciences Citoyennes pour le soutenir. Sciences Citoyennes a lancé ainsi une campagne de soutien à Jacques Poirier contre Sanofi-Aventis et a fait circuler une pétition qui a réuni plusieurs milliers de signatures. En collaboration avec le Réseau Environnement Santé (RES), et, avant le procès de Jacques Poirier, nous avons organisé une conférence de presse le 26 octobre à la Mairie du 2e arrondissement. Le 27 janvier 2011, Jacques Poirier a perdu en première instance (Conseil des Prud'hommes de Boulogne-Billancourt). Il a fait appel et nous continuerons de le soutenir.

Séminaire Santé
L'expertise en question. Conflits d'intérêts et défaillances de l'évaluation

Nous avons co-organisée le 4 mars avec le Criigen et ENSSER une journée de séminaire *Santé : l'expertise en question - Conflits d'intérêts et défaillances de l'évaluation*. Elle se tenait au parlement européen à Bruxelles, à l'invitation de trois députées Corinne Lepage, Frédérique Ries et Fiona Hall du groupe ALDE.

Ce séminaire visait à envisager des nouvelles pistes de réformes qui garantiraient une expertise scientifique plus transparente, pluraliste et qui proscrirait tout conflit d'intérêt. Les travaux ont été organisés autour de quatre exemples de décisions publiques (les médicaments, les OGM, les pesticides et les produits chimiques) pour lesquelles les avis d'experts scientifiques ont été déterminants et ont pu conduire à des résultats négatifs pour l'environnement et la santé publique.

Avec environ 80 participants le matin, une bonne centaine l'après-midi, l'objectif de participation initialement visé a été atteint.

Le contexte – scandale de la grippe A et récente autorisation de culture de la pomme de terre BASF – a certainement joué.

La double approche ONG / chercheurs académiques a bien fonctionné, même si quasiment tous les chercheurs qui se sont exprimés étaient également membres de réseaux / ONG militantes. Elle a permis de mettre en avant la complémentarité de ces deux mondes : rôle des ONGs pour transformer des questions initialement présentées comme « purement techniques » en enjeu sociétal, mais aussi expertise spécifique de plus en plus élevée au sein des ONGs.

Les échanges avec la salle ont été assez nourris. L'industrie biotech, présente dans la salle, a été invitée à s'exprimer, ce qu'elle a fait avec le même discours que celui qu'elle porte depuis 15 ans sur l'équivalence entre Bt naturel et Bt des OGM, OGM présentés comme le *nec plus ultra* des méthodes de croisement… Un discours général et imprécis en net décalage avec les critiques précises et ciblées pointées par les différents intervenants invités, qui ne peut manquer de renvoyer l'image d'une industrie tellement installée et sûre de son fait qu'elle ne craint aucune critique.

Les différents sujets traités ont été l'occasion de faire plusieurs parallèles : importance d'insister sur la transparence concernant les données disponibles et la méthodologie des études réalisées ; les pratiques pseudo-scientifiques des industriels (tests non réalisés, pratique des *ghost writers*…) ; le besoin de transversalité dans la manière d'aborder les questions scientifiques ; l'étendue des questions qui sont orphelines de recherche ; les dysfonctionnements à répétition des expertises de l'EFSA…

L'analyse de la FSC a été reprise dans la conclusion : la transparence est certes nécessaire à tous les niveaux du processus de la recherche et de l'information, sur toutes les données scientifiques, mais elle n'est qu'une étape dans un cheminement dont le but ultime est l'élimination des conflits d'intérêts (position exprimée par ailleurs dans plusieurs communiqués de presse et lors de débats et autres interventions publiques de la FSC).

Certaines interventions peuvent être consultées sur le site internet de la FSC.

Le système actuel d'expertise et d'évaluation en santé / médecine, en particulier sous l'angle des conflits d'intérêts et du lobbying de l'industrie pharmaceutique, est une dimension que la FSC souhaite approfondir à l'avenir.

http://oldsite.alde.eu/fr/details/?no_cache=1&tx_ttnews[tt_news]=20764&cHash=c27a3886a7

Co-construction des savoirs et des décisions dans la recherche

Cadre du projet *Co-construction des savoirs et des décisions dans la recherche : l'exemple de la sélection participative en agri-environnement* : La mise au point du programme REPERE - Réseau d'échange et de projets sur le pilotage de la recherche et l'expertise - par le ministère de l'Ecologie est une des suites du Grenelle de l'environnement. Ce programme, lancé en octobre 2009, pour une durée de 3 ans, finance des projets permettant d'apporter des ressources nouvelles au pilotage de la recherche et de l'expertise sur le développement durable par l'association des ONG à cette gouvernance. Le premier appel à projets a été lancé fin 2009. Une dizaine de projets ont été sélectionnés, parmi lesquels celui soumis par FSC, *Co-construction des savoirs et des décisions dans la recherche : l'exemple de la sélection participative en agri-environnement*, en partenariat avec le Réseau Semences Paysannes. La subvention du ministère a permis l'emploi d'une chargée de

projet de novembre 2010 jusqu'à août 2011. Le projet se termine en octobre 2011.

Le projet se concentre sur la sélection participative, démarche novatrice en matière d'innovation semencière. Des projets de sélection participative ont été initiés en France dès 2000 , en partenariat avec des paysans sur des projets de mise au point de nouvelles variétés de blé tendre, blé dur, choux, tomates, fourragères, maïs, tournesols, potagères, etc. Chercheurs et paysans sont réellement partenaires et non plus dans une relation de hiérarchie des savoirs. Les chercheurs jusque là associés à de tels projets sont (très) peu nombreux et travaillent souvent au sein de l'INRA. Les actions prévues dans le cadre du projet visent à favoriser les échanges entre les différents acteurs et porter analyses et recommandations au sein des associations, des institutions de recherche et des lieux de décision des pouvoirs publics.

Les 8 et 9 février 2011 a eu lieu à Angers le séminaire sur les retours d'expérience de sélection participative de variétés paysannes : Paysans, animateurs-techniciens et chercheurs de l'INRA et du CNRS se sont réunis autour d'un espace d'échange commun et d'analyses partagées pour revenir sur les 9 différents projets de sélection participative (fourragères, blé dur et blé tendre, tournesols, maïs, haricots, choux, tomates, etc) qu'ils ont initiés en France au cours de ces dix dernières années. Les discussions ont porté sur les différents éléments d'un projet de sélection participative, à savoir la place de la plante et des différents acteurs (le rapport au vivant), les bases éthiques et le code de conduite dans un projet en partenariat, la co-construction d'une connaissance nouvelle ainsi que la mutualisation des résultats. Cela a donné lieu à des discussions passionnées et passionnantes - nos participants étaient contents d'avoir ce temps d'échange, si important pour continuer et pour aller plus loin. Les apports du séminaire seront développés de manière plus approfondie dans un petit livret qui paraîtra fin mai.

Un deuxième séminaire réunira le 24 mai des chercheurs en ciblant spécifiquement des chercheurs intéressés mais pas encore impliqués dans des processus de recherche participative. Le forum régional *Recherche agricole - projet de société* se tiendra à Rennes le 14 juin 2011 autour du lien entre agriculture, environnement et approches participatives. Le projet comprend également un projet de sélection participative en cours sur le blé tendre, la rédaction d'un livret à l'usage des chercheurs sur les questions de co-pilotage de la recherche, de la co-production des savoirs et des nouvelles approches de l'innovation et un travail de valorisation et diffusion des résultats.

Forum des associations
Repenser le développement, la société civile s'engage...

Le Forum des associations *Repenser le développement : la société civile s'engage* s'est tenu du 20 au 22 janvier 2011 à la Cité internationale universitaire de Paris. Il était co-organisé par l'association Natures Sciences Sociétés - Dialogues (NSS-Dialogues) et un collectif d'associations comprenant l'Association Science, Technologie et Société (ASTS), l'association Dossiers et Débats pour le Développement Durable (4D), l'association Développement Durable et Territoires (DDT), VivAgora, La Société d'Ecologie Humaine (SEH), et Sciences Citoyennes.

L'objectif de ce Forum était de rassembler le plus largement possible les acteurs associatifs qui œuvrent à des titres divers à co-construire un autre modèle de développement et de société par un décloisonnement entre le milieu scientifique et les autres acteurs de la société civile, afin

notamment d'interroger toutes les formes de production de la connaissance. Il a rassemblé sur 3 journées de réflexion près de 600 participants dont une majorité de représentants associatifs et de chercheurs et a présenté le travail de diverses associations à travers 40 stands (dont un tenu par FSC).

Catherine Bourgain, secrétaire de FSC, a participé à la table ronde introductive *Le développement durable, une idée dépassée ?*. FSC a également organisé le 21 janvier un atelier intitulé : *Pour une démocratie des savoirs, vers une démocratisation des choix scientifiques* avec la participation de Jean-Louis Laville (professeur au CNAM, sociologue et économiste et coordinateur européen du Karl Polanyi Institute of Political Economy), Régine Boutrais (doctorante en sociologie à l'Institut de Recherche Interdisciplinaire en Sciences Sociales), Marie Roué (directrice de recherches CNRS au Muséum National d'Histoire Naturelle, anthropologue spécialiste des peuples arctiques), Jacques Testart, (biologiste, président de l'association pour une Fondation Sciences Citoyennes) et Claudia Neubauer, directrice de FSC.

L'intégralité des interventions est consultable :
http://www.nss-dialogues.fr/Les-interventions.

Les associations organisatrices discutent actuellement des suites à donner à cette initiative.

Fiches
Sciences, innovation, risques et démocratie

FSC a produit une série de fiches qui se basent sur le travail que FSC effectue depuis sa création. Ces fiches tentent de fournir une vue générale critique des connaissances les plus actuelles, sous une forme accessible au plus grand nombre (accompagnée de références pour aller plus loin) sur divers sujets en relation avec les thèmes *Recherche, Innovation, Risques et Démocratie*. Elles s'adressent aux associations, citoyens et décideurs politiques. Elles portent aussi bien sur des questions de risques sanitaire et environnemental et de leur prévention que de démocratie, de participation et de développement sociétal et touchent à des dimensions d'ordre politique, économique, juridique, moral et philosophique. La FSC a souhaité développer un format facilement accessible qui permet d'aborder un sujet précis avec des rubriques bien définies (résumé, mots clés, publics visés, définition des concepts et notions utilisées, contexte – état des lieux, exposé de la problématique, acteurs impliqués et nature de leur implication, enjeux, recommandations, bibliographie indicative, liens Internet) et des messages clés visibles.

Ces fiches traitent des sujets suivants :

- Biologie synthétique - Questions autour de nouvelles promesses
- Conférences de citoyens - Éclairage sur une procédure participative
- L'étiquetage biométrique des individus
- Nanotechnologies : applications et toxicité
- Nanotechnologies et utilisations miltaires
- Fichage génétique - Refus de prélèvement d'ADN, ouverture du débat sur la génétique et ses implications
- Le dialogue multi-acteurs « Sciences et société » - Cas du Forum Mondial Sciences et Démocratie
- Gouvernance de la recherche - Régulation, organisation et financement
- La recherche participative - Exemples de programmes publics
- La réforme de l'enseignement supérieur - Exemple des nanosciences et des nanotechnologies
- Risques et lanceurs d'alerte - Expertise et principe de précaution
- Recherche participative - L'exemple de la sélection participative

- Technoscience et démocratie - Procédures participatives et nanotechnologies
- TIC vertes - Moteur crédible pour une « croissance verte » ?
- Le tiers-secteur scientifique - Exemple des boutiques de sciences
- Une société de surveillance : le citoyen toujours plus soupçonné ? - Nanotechnologies, libertés publiques et individuelles

Sciences en Bobines

La 6e édition des Sciences en Bobines a poursuivi son itinérance en allant proposer une programmation à Trescléoux (Hautes-Alpes) et Villeneuve d'Ascq (Nord) en plus de la traditionnelle session parisienne. Au total, 1 après-midi et 6 soirées ont été programmées du 1er octobre au 9 décembre 2010. Cette année, nous nous sommes calés sur la thématique de la Fête de la Science (malgré l'absence de soutien) : *Biodiversité et bioéthique*. Nous avons ainsi abordé des questionnements autour de l'agriculture et notamment sur les façons de promouvoir de nouvelles pratiques. Nous avons également échangé sur les dérives de la psychiatrie à la fois d'un point de vue neurosciences (« vers un cerveau programmé ? » à Trescléoux) que par rapport aux dérives sécuritaires (« La criminalisation de la maladie mentale » à Paris). Nous avons invité des lycéens à réfléchir et débattre sur la biopiraterie et la marchandisation du vivant, en opposition aux savoirs locaux. Et enfin, nous avons proposé un débat à Villeneuve d'Ascq sur les impacts des technosciences. Le constat est que le festival est toujours bien accueilli mais qu'il a besoin d'étoffer son public. Cela peut et doit passer par une meilleure communication mais peut-être aussi par une intégration plus en amont de nos partenaires. Cette année, AITEC, Confédération Paysanne, Inf'OGM, Nature & Progrès, Réseau Semences Paysannes, Sud-Recherche EPST nous avaient soutenus.

Page web du festival :
http://sciencescitoyennes.org/6e-edition-des-sciences-en-bobines-2010/

Sciences et Solidarité internationale

Le FRDVA nous a permis d'accueillir pendant six mois en 2010 une stagiaire, Sibylle Petit, dans le cadre de son master *Techniques, Sciences et Démocratie* à Grenoble. L'année 2010 étant marquée par la préparation du 2e Forum Mondial Sciences et Démocratie, il nous a semblé opportun de réaliser une étude auprès d'un certain nombre de partenaires du CRID afin de mieux cerner la place de la science et de la recherche au sein des organisations de solidarité internationale. Cette étude a montré que beaucoup d'associations faisaient de la recherche sans le savoir ou ne valorisaient pas ou peu le travail qu'elles pouvaient réaliser auprès des chercheurs pour garantir la validité de leur plaidoyer notamment. Cette étude a pu être présentée pendant un atelier lors de la *Semaine de la solidarité internationale* qui s'est tenue à Pessac en juillet 2010. Au-delà des résultats, cette enquête a été l'occasion de présenter le Forum Mondial Sciences et Démocratie et d'impliquer de nouvelles organisations membres du CRID.

Livre *Labo Planète*

Notre livre *Labo Planète - Ou comment 2030 se prépare sans les citoyens* est sorti en janvier 2011.

Cet ouvrage est issu de sept conférences du cycle de débat *Dialogues Sciences Planète* organisé par Sciences Citoyennes entre

octobre et décembre 2007 (Université citoyenne des savoirs pour une planète vivable en 2030). Jacques Testart, Catherine Bourgain et Agnès Sinaï l'ont rédigé à partir de ces conférences.

« Il n'est plus possible de penser que la situation actuelle de la planète et celle des humains qui l'habitent, décrite partout comme inquiétante, n'est qu'une péripétie banale de l'histoire. Beaucoup d'éléments constitutifs de notre période sont inédits et certains sont déjà irréversibles. L'humanité intervient désormais de façon majeure sur sa nature propre, sur son évolution et sur l'ensemble de la biosphère.

Cette situation interroge la recherche scientifique et technique, à la fois élément de diagnostic, de solutions et de problèmes. Pour autant, les acteurs de la technoscience n'ont aucune légitimité pour définir seuls les biens communs à défendre et les solutions à apporter. Pourquoi autant d'investissements pour des plantes transgéniques et aussi peu sur les méthodes culturales écologiques ou la gestion participative de la diversité génétique ? Pourquoi les thérapies géniques et pas plus de recherches sur les maladies contagieuses des pays du Sud, sur la santé environnementale ou sur les résistances bactériennes ? Pourquoi de nouvelles machines nucléaires et pas plus de recherches sur les économies d'énergie ou la relocalisation de l'économie ?

Ce que sera le monde en 2030 dépend largement de ce qui se passe aujourd'hui, et se passera demain dans les laboratoires. C'est pourquoi les orientations scientifiques comme les développements technologiques ne peuvent plus être laissés entre les mains de quelques spécialistes, ni pilotés par les seuls désirs de profit ou de puissance. L'heure est à une mobilisation des consciences et des savoirs disséminés dans la société, dans leur diversité, et à un dialogue renouvelé entre chercheurs scientifiques et citoyens chercheurs d'avenir. » (4ème de couverture)

« Le danger n'est plus celui d'une « science sans conscience » mais d'une technoscience sans contrôle, et ses conséquences, outre la « ruine de l'âme », concernent tout simplement l'anéantissement. »

Nous avons envoyé le livre largement aux médias lesquels ont été peu réactifs (articles dans Ouest France, l'Humanité dimanche et La Décroissance... plus quelques citations de la couverture...) (donc l'impact est décevant pour le moment). Nous prévoyons de relancer le livre avec des conférences-débats dans diverses régions.

Relations avec les régions

FSC considère l'échelon régional comme un des échelons importants et intéressants à investir. Les régions sont aujourd'hui acteur de la recherche, de l'enseignement supérieur et de l'innovation. Sciences Citoyennes a su créer des activités, plus au moins avancées, dans plusieurs régions comme les régions Rhône-Alpes, PACA, Languedoc-Roussillon et Bretagne.

Rhône Alpes

Depuis maintenant 5 ans, la Fondation Sciences Citoyennes travaille en partenariat avec une équipe basée sur Grenoble et Lyon dans le but de développer un projet autour de la recherche participative et plus spécifiquement des boutiques de sciences. En 2010, ce projet a pris une nouvelle dimension avec la participation conjointe de FSC et d'ADReCA (Association pour le développement d'une recherche citoyenne active, une structure ad-hoc créée en février 2007 pour porter ce projet notamment) au projet européen PERARES détaillé plus loin dans les activités internationales.

Bretagne

Depuis janvier 2010, Claudia Neubauer participe (en qualité de « personnalité extérieure ») aux travaux de l'unité prospective du CESER Bretagne (Conseil économique, social et environnemental).

Autres régions

Nous avons également tissé des relations, encore modestes, avec des chercheurs, associations et élus en PACA, Languedoc Roussillon, Nord-Pas de Calais et Midi Pyrénées.

Réseau Environnement Santé

FSC est membre du Réseau Environnement Santé depuis sa création en mars 2009 avec des ONG (WWF, Générations Futures…), des associations de professionnels de santé, de scientifiques et de malades. Le RES a été créé pour mettre la question santé-environnement au cœur des politiques publiques. 4 axes de campagnes ont été définis et ont permis d'illustrer la nécessité de changer de logique : les perturbateurs endocriniens (la campagne du RES a contribué à l'interdiction des biberons au bisphénol A en France, puis en Europe), les maladies émergentes (un colloque a été tenu sur les maladies de l'hypersensibilité, ces maladies qui touchent plusieurs pour cents de la population mais sont encore largement méconnues par les autorités sanitaires), les maladies chroniques (première campagne sur le lien entre environnement chimique, obésité et diabète) et l'alimentation (en partant de la question de l'aspartame et des édulcorants).

Ces campagnes permettent de mettre en évidence l'importance du lien entre environnement et santé, mais aussi l'enjeu autour de l'expertise. Elles apportent en effet des exemples précis justifiant la nécessité d'une loi de protection de l'alerte et de l'expertise.

Par exemple :

- la norme pour le BPA repose sur un protocole expérimental datant des années 70, largement obsolète, mais qui a le mérite de ne pas mettre en évidence les effets à faible dose et d'être celui suivi par l'industrie chimique ;
- la norme pour l'aspartame repose sur 2 études de 1973 et 1974 jamais publiées et de plus entachées d'erreurs grossières, ce qui n'empêche pas les agences française et européenne de la maintenir tout en récusant 3 études récentes montrant la cancérogénicité de l'aspartame.

Combat Monsanto

Un réseau constitué de 6 associations (les Amis de la Terre, ATTAC, la Fondation Sciences Citoyennes, Greenpeace, SHERPA et Via Campesina pour la Confédération Paysanne) a été créé lors de la sortie du film de Marie-Monique Robin *Le Monde selon Monsanto*, en 2008, pour soutenir à la fois la diffusion du film et les actions menées contre Monsanto. Son action se veut internationale, grâce à son site et à sa newsletter en trois langues (français, anglais et espagnol).

Journée *Innovation, durabilité, développement : un Nouveau manifeste*

Le 6 janvier 2011, nous avons co-organisé avec l'IFRIS (Institut francilien Recherche Innovation Société) et le Centre STEPS de l'Université de Sussex, Royaume-Uni, une demi-journée sur *Innovation, durabilité, développement : un Nouveau manifeste* proposé par des chercheurs britanniques de l'Université de Sussex en 2010 qui présente une vision pour repenser les politiques d'innovation.

Le but du Nouveau manifeste n'est pas seulement de favoriser le débat autour de nouvelles approches, mais également de catalyser l'action en promouvant une innovation œuvrant réellement en faveur des peuples actuellement marginalisés et des environnements en danger. Cela suppose d'inclure des questions souvent laissées de côté dans les orientations politiques : A quoi sert l'innovation ? Quels types d'innovation et dans quels buts ? A qui va bénéficier l'innovation ? Quelle innovation compte et pourquoi ? Qui gagne et qui perd ? Quels différents types d'innovation faut-il combiner pour s'attaquer à un problème donné ?

Cela suppose également d'ouvrir de nouveaux espaces politiques et de faire participer les mouvements sociaux, les petites entreprises et les exclus. Il en résultera un débat et une réflexion sur les nombreux styles et directions que la recherche et l'innovation peuvent prendre. Cela signifie toutefois un changement radical des façons dont l'innovation prend forme : établissement des programmes, financement, renforcement des capacités, dispositifs organisationnels et surveillance, évaluation et responsabilité.

Après une présentation du manifeste par ses principaux auteurs Melissa Leach (directrice du centre STEPS) et Adrain Ely (responsable du manifesto), deux tables rondes avec des représentants d'associations et institutions françaises ont permis de discuter sur les différents volets du texte.

Colloque *La science face à la démocratie*

Politis, Fondation Sciences Citoyennes, Global Chance, AITEC ont organisé un colloque le 20 novembre 2010 sur le thème : *La science face à la démocratie* qui a eu lieu dans le 2e arrondissement de Paris.

Il s'agissait de discuter, lors de cette journée de réflexion, sur l'enjeu politique - la démocratie - qui est la relation entre le citoyen, la science et les médias. Trois tables rondes portaient sur *Production des savoirs et innovations*, *Médiatisation de la science et choix politiques*, *Pouvoir des citoyens pour choisir leur avenir*.

Le colloque a réuni environ 200 personnes.

Sont disponibles sur politis.fr :

- Les vidéos des interventions : http://www.politis.fr/Colloque-La-science-face-a-la,12225.html
- Le compte-rendu du colloque, rédigé par Noëlle Guillon, dans l'édition papier de Politis du 25 novembre : http://www.politis.fr/L-expert-et-le-citoyen-couple,12263.html

ACEN

Sciences Citoyennes a suivi les activités du collectif Acen (alliance citoyenne sur les enjeux des nanotechnologies) et les discussions sur les perspectives post-Acen en tant qu'observateur. Un nouveau collectif s'est créé en mars 2011, l'Avicenn.

Activités internationales

Forum Mondial Sciences et Démocratie

Le Forum Mondial Sciences et Démocratie (FMSD) est un processus initié par des acteurs des mouvements sociaux, des organisations de la société civile, des syndicats représentatifs de la communauté scientifique et des ONG travaillant sur l'interface Sciences et technologies / Société dans différentes parties du monde. Le FMSD a pour objectif d'étendre les principes démocratiques à la pratique des sciences et des technologies et aux politiques publiques sur ces questions. Le FMSD vise à promouvoir de nouvelles initiatives et de nouvelles formes de partenariat entre les mouvements sociaux, les citoyens et le monde des sciences et des technologies. Pour rassembler des organisations autour du processus FMSD, un appel a été écrit collectivement et a été lancé en 2007.

Le 2e Forum Mondial Sciences et Démocratie s'est tenu les 4 et 5 février 2011 à Dakar.

La Fondation Sciences Citoyennes y étaient représentées par :

- Antoine Gonthier, administrateur de la FSC, ingénieur de recherche en sociologie et fondateur de l'association ReAct ;
- Baudouin Jurdant, administrateur de la FSC, professeur à l'Université Paris Diderot ;
- Fabien Piasecki, coordinateur à la FSC, secrétaire exécutif du FMSD et mandaté par la FSC au Conseil International du FMSD.

La seconde édition du FMSD a incontestablement marqué une avancée très importante dans l'élargissement et l'approfondissement du processus, tant en termes de nombres de participants, d'assiduité aux échanges, de qualité d'implications des participations, de nombres d'organisations et institutions présentes et représentées, d'équilibre entre scientifiques et acteurs de la société civile, et enfin de provenance géographique.

Contrairement à ce que nous craignions, la présence des acteurs de la recherche fut bien plus massive qu'en 2009, avec 40% des participants, toutes disciplines confondues, même si les acteurs des sciences humaines et sociales étaient dominants. En outre, et ceci est d'importance pour l'avenir du processus, la typologie majoritaire des chercheurs présents ne fut pas celle « d'outsiders », de marginalisés. En d'autres termes, le FMSD ne fut pas, en 2011, un espace d'expressions/de fédération des minoritaires de leur champ. Des directeurs de labos, des chercheurs *mainstream* étaient présents, et majoritaires. Des « lanceurs d'alerte », « marginalisés » étaient également présents, et nous n'avons pas assisté à des confrontations « entre scientifiques », preuve que la nature de l'espace a bien été comprise par tous les participants.

Ce premier constat est important car il laisse entrevoir des ouvertures assez intéressantes dans différents territoires (France, Espagne, Italie, Canada, Brésil notamment) sur des espaces de débats politiques plus ouverts. En ce sens la crise planétaire que vit le monde universitaire (incidence des réformes néolibérales, individuation de l'évaluation, pressions économiques et financières de plus en plus insupportables, hypertrophie bureaucratique) joue en faveur d'une ouverture de ces acteurs aux acteurs sociaux, perçus comme de potentiels alliés de luttes à venir.

Second élément de lecture stratégique : la question épistémologique a jailli et a irrigué les deux journées du FMSD. C'est la preuve que le double enjeu du rapport au savoir et de la nature des savoirs « utiles » constitue une préoccupation commune qui progressivement sur les deux journées s'est formalisée. Ce fut une surprise réelle, car nous ne pensions pas que nous parviendrions à ce point de « finesse » dans la

définition des enjeux. Ceci est une conséquence, à notre avis, de la validité de la méthode ouverte choisie, de la qualité de l'animation des différents temps sur les deux jours et de la mise en confiance des acteurs et participants, sans exclusive ni pré requis. La proposition faite par exemple, de créer un réseau sur l'innovation pédagogique dans les universités (nouveau curriculum) a remporté l'adhésion d'au moins 6 universités sur 4 continents. Dans le même temps, la proposition d'organiser une conférence des ONGs françaises sur les enjeux de la recherche, afin de sortir d'une posture majoritaire de « critiques des innovations technologiques » pour se diriger vers des interventions dans l'espace public sur les enjeux de gouvernance et de programme de recherche a, elle aussi, emporté l'adhésion et devrait, selon toute vraisemblance, se concrétiser début 2012.

Autrement dit, le 2e FMSD a confirmé la justesse de l'hypothèse selon laquelle un dialogue et des constructions communes étaient possibles entre deux mondes que l'on a trop longtemps mis face à face à savoir la communauté scientifique et celle des mouvements sociaux. Les prochains échanges au sein du Conseil International du FMSD définiront l'agenda et les grands axes de travail et pour les prochaines années.

Réseau Européen des Chercheurs pour une Responsabilité Sociale et Environnementale

Nous avons participé du 23 au 26 mars 2011 à la conférence internationale sur l'évaluation des technologies *Sustainable and holistic assessment of technologies and biotechnologies* et l'AG d'ENSSER qui se sont tenues à l'Université de Caen à l'invitation de Gilles-Eric Séralini et Frédéric Lemarchand, co-directeurs du pôle risque de l'université et du Criigen.

Au bout de quatre ans de travail commun et deux ans après sa création, le réseau a bien pris ces marques, et une identité et une dynamique collectives se sont créées. Le réseau s'élargit peu à peu. Les premières réussites aussi bien que les premières attaques contre le réseau ou ses membres se font jour (ce qui est le signe qu'il commence à mettre le doigt là où ça fait mal). ENSSER a organisé de divers événements, a soutenu la campagne pour G.-E. Séralini, participé aux consultations de l'EFSA pour l'établissement d'une nouvelle feuille de route sur l'évaluation des risques des OGM agricoles, était présent au FMSD à Dakar.

Projets européens

Projet de recherche coopérative sur les problèmes agri-environnementaux en Europe (CREPE)

Le projet de recherche participatif CREPE avait pour but d'analyser la définition des priorités européennes de recherche sur les questions agri-environnementales. CREPE a rassemblé des organisations de la société civile et des universitaires afin de renforcer la participation des ONG dans des projets de recherche coopérative.

Dans le cadre du projet, nous avons rédigé cette année un rapport sur *European priorities in agricultural research* et nous avons participé à la rédaction du rapport final : *Agricultural Innovation: Sustaining What Agriculture? For What European Bio-Economy?*

Nous sommes également intervenus lors de deux ateliers - l'un sur l'agricluture durable et la politique européenne de la knowledge based bio-economy (KBBE), l'autre sur la recherche participative, qui se sont tenus respectivement à Bruxelles et Londres. Tous les résultats du projet y compris plusieurs d'autres rapports sont disponibles sur le site du projet : www.crepeweb.net

Projet PERARES
Public Engagement with Research and Research engagement with society

Ce projet européen, financé sous le 7e PCRD de l'Union Européenne (programme cadre recherche et développement), implique 26 organisations (universités, associations, centres de recherche publics ou privés) de 17 pays et il durera 4 ans de 2010 à 2014.

Son objectif principal est de renforcer les interactions entre chercheurs et organisations de la société civile pour la formulation d'agendas de recherche au niveau des institutions de recherche et au niveau national et européen. Le concept global pour atteindre cet objectif est de partir de retours d'expériences, d'apprentissages mutuels et de coopération entre les partenaires du projet.

Il comporte 12 volets de travail (« work packages ») qui vont de l'organisation de débats en ligne entre chercheurs, ONGs et grand public avec notamment, mais pas seulement, un débat sur les nanotechnologies à l'organisation de conférences en passant par le développement de nouvelles boutiques de sciences, un travail sur l'évaluation des projets en partenariats laboratoires-ONG, la structuration d'un espace de "Public engagement in research" à propos de la recherche sur la violence domestique, etc.

Le projet a été initié par Henk Mulder et Norbert Steinhaus (nos principaux partenaires dans le réseau international des boutiques de sciences – Living Knowledge) des boutiques de sciences aux Pays-Bas et en Allemagne. C'est un prolongement naturel des différents projets européens auxquels nous avons participé avec eux mais avec cette fois-ci une exploration bien plus vaste en terme d'objectifs, de projets, de contenus. FSC participe à ce projet surtout à travers la coordination de deux volets de travail.

A) Débat permanent entre laboratoires et ONGs (financement sur une durée d'environ 30 mois)

En partenariat en France avec ADReCA (référent FSC : Isabelle Maugis), l'objectif est de mettre en place un processus de dialogue entre un ou plusieurs laboratoires et des organisations de la société civile. Le but est de pouvoir incorporer des questions ou besoins d'associations, collectifs, etc. dans l'agenda de recherche des laboratoires. Une série de séminaires (bilan, perspectives) est organisée (au moins 6 sur 2 ans) et FSC aura un rôle de facilitateur d'une part (en fournissant des méthodologies notamment) mais également un rôle d'analyse du processus pour en dégager les intérêts pour chacun des partenaires mais aussi les contraintes ou limites. Ceci afin de tenter d'essaimer ailleurs en France, voire en Europe.

Une rencontre-déjeuner a eu lieu le 4 novembre 2010 à Grenoble avec des chercheurs et des associations dans le but de leur présenter le projet et les inciter à y participer. Compte tenu de l'accueil favorable, une réunion de travail est programmée en mai 2011 sur Grenoble pour tenter de concrétiser cette démarche. En parallèle, une autre rencontre aura lieu à Lyon en juin 2011 sur le thème de *Recherche participative et promotion de la santé* pour rassembler tous ceux qui conçoivent et agissent en promotion de la santé dans la région Rhône-Alpes et qui se sentent concernés par les questions de recherche dans le domaine. Le but est de déboucher sur un réseau de recherche dans le domaine de la promotion et de l'éducation pour la santé. C'est une démarche plus aval que celle développée sur Grenoble.

B) Promouvoir la participation d'associations à la recherche à travers un soutien par des Conseils régionaux (durée de financement d'environ 36 mois)

Le travail consiste en l'étude des opportunités de développer des leviers financiers de la part des Conseils de Recherche (limités aux Conseils Régionaux dans le cas de la France). C'est en quelque sorte un moyen de faire avancer les projets de type ARUC (Alliances de recherche universités citoyens, au Canada), PICRI (Partenariats institutions citoyens pour la recherche et l'innovation, Ile-de-France), ou ASOSC (Appropriation sociale des sciences, Bretagne) à l'échelon national et européen.

Notre travail consiste en un pilote de projet de recherche participatif entre des chercheurs de l'INRA d'Avignon et une ou deux associations située(s) en PACA. Le rôle de FSC est d'étudier le processus de la prise de contact initiale jusqu'au rendu des résultats afin de pouvoir faire la promotion de ce type de projet et les lacunes des conseils régionaux en terme de financements spécifiques.

La principale difficulté est d'obtenir de façon exceptionnelle de quoi financer le ou les 2 posts-docs qui seront suivis dans ce pilote. Une demande de subvention est en cours.

ETAL et ALTER-EU Réseaux d'encadrement du lobbying et des conflits d'intérêts

La Fondation Sciences Citoyennes était membre de 2008 à 2010 du comité d'animation du réseau français ETAL (Encadrement et Transparence des Activités de Lobbying). Nous avons participé à trois séminaires, co-organisés par la FSC, sous le titre général *La démocratie à l'épreuve du lobbying*. Ils ont eu lieu à l'Assemblée nationale et au Sénat, le 22 juin, le 21 septembre et le 19 janvier 2011.

Il s'agissait d'analyser l'impact du lobbying et des conflits d'intérêts sur la démocratie et l'intérêt général, déformés par une vision utilitariste qui risque de transformer nos démocraties en un cadre purement formel pour une multitude d'intérêts privés concurrentiels portés par des groupes de pression dont l'action est opaque et non régulée. Il s'agissait aussi de clarifier ces notions, en exposant les formes diverses qu'elles prennent en pratique et les mécanismes par lesquelles lobbying et conflits d'intérêts influencent l'expertise, la recherche, l'information, d'une part, et la prise de décision et les politiques publiques, d'autre part. Au vu de certaines confusions actuelles qui font le jeu des lobbyistes (ONG qui disent faire du lobbying…), il est indispensable de préciser les différences de principe, de nature, d'objectifs et de moyens entre lobbying et plaidoyer citoyen.

Il faut dévoiler le lobbying comme un produit historique arbitraire issu de régimes économiques néolibéraux et de leur mode de gestion des affaires publiques ; ce qui veut dire qu'il n'est nullement « naturel » ni inhérent à la démocratie.

Il s'agissait aussi de réfléchir au rôle des ONG, de la société civile et aux solutions à mettre en place pour faire barrage aux conflits d'intérêts et aux pratiques de lobbying : comment éclairer sur ces questions afin de mieux mobiliser, comment contribuer à la mise en place d'une législation sur la déontologie de l'expertise et la protection de l'alerte, de dispositifs législatifs empêchant les poursuites-bâillon, comment développer à une échelle plus large des pratiques déjà existantes mais minoritaires…

Pour une meilleure transparence et un fonctionnement selon les règles démocratiques, la Fondation Sciences Citoyennes souhaite que le réseau ETAL prenne une forme plus précise : une fédération d'associations qui serait le correspondant français du réseau européen ALTER-EU (Alliance for Lobbying Transparency and Ethics Regulation),

composé de plus de 160 ONG et organisations.

Suite aux contacts directs commencés lors de l'Assemblée générale du 26 avril 2010, nous avons adhéré au réseau ALTER-EU, afin de nous inscrire dans une action au niveau européen et développer aussi une collaboration directe dans plusieurs domaines tels que les plateformes européennes de recherche ou la politique européenne de recherche.

Communication externe

Notes, textes, communiqués

FSC a rédigé plusieurs communiqués de presse, des rapports de recherche (projet européen CREPE), des fiches thématiques et des articles d'actualité.

Quelques exemples :

- *Héparines chinoises et protection des usagers : Sciences citoyennes soutient le lanceur d'alerte Jacques Poirier*, 20 septembre
- *La déontologie de l'expertise ne se limite pas à la transparence sur les conflits d'intérêts*
- Tribune de Jacques Testart dans Politis, 18 novembre
- *Transparence sur les conflits d'intérêts des médecins : suivons l'exemple d'Obama !*
- *Un front commun d'action pour des contre-Assises du médicament indépendantes !*

FSC envoie régulièrement par email une lettre d'informations reçue par 3000 personnes.

Sciences Citoyennes dans les médias

Sciences Citoyennes est régulièrement présente dans divers médias : L'Humanité, Politis, Novethic, Libération, Prescrire, Alternatives Santé, Rue 89, ARTE, Actu-environnement, Ouvertures, Médiapart, 20 minutes, Le Monde, l'Age de faire, Bretagne Durable, France Inter (La tête au carré, Là-bas si j'y suis...).

Interventions

Les listes présentées ci-dessous ne sont pas exhaustives.

FSC a organisé son 6e festival des *Sciences en Bobines*, festival de films critiques sur la science à Paris, Trescléoux (05) et Villeneuve d'Ascq (59) en novembre et décembre 2010.

FSC a co-organisé :

- le Forum Mondial Sciences et Démocratie (à Dakar, Sénégal, en février 2011)
- l'Initiative française du FMSD, Paris, janvier 2010
- un séminaire « Santé : l'expertise en question. Conflits d'intérêts et défaillances de l'évaluation » (Bruxelles, mars 2010)

Les membres de Sciences Citoyennes interviennent à de nombreuses occasions en France et à l'étranger :

- Workshop dans le cadre du projet Crepe : What Knowledge for Sustainable Agriculture? What Bio-Economy for Europe? Bruxelles, juin
- Workshop dans le cadre du projet Crepe : Research with civil society organisations - reflecting on cooperative experiences, Londres, septembre
- Colloque Breeding for resilience: a strategy for organic and low-input farming systems? EUCARPIA 2nd Conference of the "Organic and Low-Input Agriculture" Section, organisation d'une table ronde "Organic agriculture: so few research, so many questions - what are the lock-in, how to release?", décembre 2010
- Conférence scientifique d'ENSSER, deux interventions, Université de Caen, Mars 2011
- Atelier pendant la Semaine de la solidarité internationale 2010 (Pessac) sur les rapports Recherche / Société civile

- Conférence Sciences et démocratie à Arras organisé par Attac 62 (janvier 2010)
- Intervention « Sciences and democracy », INES, Paris (mars 2010)
- Atelier « Chercheurs engagés » lors de l'initiative française du FMSD à Paris (janvier 2010)
- "Sciences, lobbying et citoyens: un enjeu démocratique": débat le 5 juin à l'Institut de Silfiac (Bretagne)
- « Citoyenneté, politique et engagement" - journée de débats du 3 juillet
- "Technoscience sans conscience": débat du 18 novembre dans le cadre du Festival de cinéma ATTAC "La démesure, jusqu'à quand ? "
- Intervention sur la LCP le 10 janvier 2011 : « Médiator : faut-il avoir peur des médicaments ? »
- Interview de présentation de la FSC dans la revue Bretagne Durable

Réseaux

FSC est adhérente d'autres réseaux et organisations.

Au niveau national :

- CRID - Centre de Recherche et d'Information sur le Développement
- RES - Réseau Environnement Santé (FSC est co-fondateur, 2009), France

Au niveau international :

- INES - International Network of Engineers and Scientists for global responsibility
- FMSD - Forum Mondial Sciences et Démocratie (FSC est co-fondateur, 2007)
- ENSSER - European Network of Scientists for Social and Environmental Responsibility (FSC est co-fondateur, 2009)
- ISSNET - International Science Shops Network
- ALTER-EU (Alliance for Lobbying Transparency & Ethics Regulation)

Vie de l'association

Adhérents

Le nombre d'adhérents à jour de leur cotisation s'est stabilisé depuis quelques années dans une fourchette de 250 à 300. Il n'y a pas de variation significative en 2010. Difficile cependant de donner un nombre exact dans la mesure ou les adhésions ne sont pas comptabilisées par année civile mais sont basées sur la date de l'adhésion ou de son renouvellement. Il est envisagé de faire évoluer cette situation afin de faciliter la gestion du fichier des adhérents. D'un autre coté, il paraît aussi juste de procéder par date, en particulier pour ceux qui nous rejoignent en fin d'année. La question reste ouverte. Le nombre des adhérents « personne morale » reste inférieur à 10.

Les animateurs salariés ou bénévoles de la FSC reconnaissent unanimement que des efforts sont nécessaires afin de renforcer les liens de l'association avec les adhérents. Certaines bases ont été posées en 2010 pour travailler dans cette direction. La gestion du fichier des adhérents, déléguée au cabinet comptable de l'association, a été internalisée. Un espace « adhérents » a été prévu dans le nouveau site web. L'animation du réseau d'adhérents devient une préoccupation majeure de FSC. Différentes voies d'amélioration sont considérées : accueil des nouveaux adhérents, intégration des adhérents qui le souhaitent dans le développement de l'association et la mise en oeuvre de ses activités, réponse et suivi de l'équipe d'animation concernant les sollicitations diverses des adhérents.

Conseil d'administration

Notre CA compte 28 membres. Les membres du CA sont convoqués à des réunions physiques au rythme d'une séance toutes les six semaines. Ces réunions se sont toutes tenues à Paris. En conséquence, si plusieurs administrateurs non franciliens ont réussi à participer à certaines réunions, la plupart n'ont pu le faire. En moyenne, une quinzaine de personnes sont présentes physiquement. Il est a noté que les salariés assistent quasi-systématiquement au CA.

Le CA dispose d'une liste de discussion sur Internet, sur laquelle circulent toutes les informations concernant l'association, et se construisent les positions communes entre deux réunions physiques.

Le bureau comprend quatre personnes, C. Bourgain, J. Maret, J. Testart et F. Warlop, auxquelles il faut ajouter C. Neubauer invitée pour représenter les salariés. Le bureau se réunit régulièrement par conférence téléphonique.

Équipe salariée

L'équipe salariée s'est renforcée au cours du dernier trimestre 2010. Le dispositif emplois-tremplin a permis de recruter en octobre un salarié en charge de l'administration et du développement de l'association. Le projet Repere a permis d'embaucher une chargée de projet pour en CDD sur dix mois. Ces embauches ont revitalisé l'équipe et permettent un rééquilibrage dans la distribution des diverses tâches.

Communication interne

Il existe des échanges réguliers et assez intenses entre les membres du CA, grâce notamment à la liste de diffusion internet. Les salariés sont totalement associés à ces échanges. Par ailleurs, des rencontres individuelles entre administrateurs et salariés sont régulièrement organisées autour de projets précis.

Certains administrateurs nouveaux entrants et ne pouvant aisément assister physiquement aux réunions du CA ont exprimé une difficulté à trouver leur place devant la densité des échanges et le foisonnement de projets en cours.

La communication en direction des adhérents passe principalement par internet

avec la diffusion régulière d'informations ou de sollicitations uniquement adressées aux adhérents.

Formation pour nos adhérents

La Fondation Sciences Citoyennes a organisé, du 14 avril au 30 juin 2010 en Ile-de-France, une session de formation sur les différentes thématiques qui constituent notre cœur d'activité dans le but de :

- transmettre à nos membres, et ceux de nos partenaires, les principaux éléments permettant de situer l'action de FSC et de ses partenaires dans le paysage « science et société »
- développer la base militante de l'association et renforcer les liens avec nos partenaires
- renforcer leurs capacités d'analyse sur le sujet
- favoriser leur intégration dans nos associations (FSC et ses partenaires) en tant que bénévoles
- favoriser grâce aux retours d'expériences le développement de nouvelles actions et de nouveaux projets au sein de notre association et avec nos partenaires.

De nombreux intervenants (Jacques Testart, Elena Pasca, Catherine Bourgain, Christian Vélot, Florence Poirier, Gus Massiah, Yveline Nicolas, Christophe Bonneuil, Isabelle Maugis, Etienne Cendrier, Elise Demeulenaere, Yves Gimbert, Régine Boutrais, Claude Layalle, Isabelle Goldringer, Fabien Piasecki, Claudia Neubauer, et Glen Millot) ont ainsi apporté leurs expériences dans les domaines suivants :

- *La technoscience en démocratie. Comment ?*
  14 avril - J. Testart
- *Expertise et confits d'intérêts*
  28 avril - E. Pasca
- *Environnement, Alimentation et Santé*
  5 mai - R. Boutrais
- *Recherche participative (ARUC, PICRI, B. de Science)*
  19 mai - C. Neubauer, I. Maugis, G. Millot
- *Solidarité et échanges Nord-Sud*
  26 mai - É. Demeulenaere, G. Massiah, F. Piasecki
- *Technosciences, Pouvoirs et Profits*
  2 juin - C. Bonneuil, Y. Gimbert, M. Cendrier
- *Lobbying*
  9 juin - E. Pasca, C. Layalle, Y. Nicolas
- *Chercheurs engagés et lanceurs d'alerte*
  23 juin - F. Poirier, I. Goldringer
- *Bilan du cycle et perspectives* - 30 juin - C. Bourgain, G. Millot

Le développement de nouvelles sessions de formation ou du moins la poursuite de ce processus de formation est plébiscité et sera reconduit sous des formes restant à déterminer.

Site Internet de l'association

L'année 2010 a été celle de la concrétisation du projet de refonte totale du site de la Fondation Sciences Citoyennes. Sa réalisation a été rendue possible grâce au FRDVA. Grâce notamment à la venue d'un stagiaire, Simon Fleschi, en 2009, aux échanges avec les administrateurs impliqués sur cette question, aux apports d'un prestataire extérieur, François Delattre, et à l'implication des salariés sur ce sujet, notre nouveau site est enfin opérationnel et nous a valu des compliments réitérés non seulement des adhérents mais aussi d'un public plus large. Ce site, nettement plus attractif visuellement, nous permet d'afficher la nouvelle identité visuelle de la FSC, au travers de son nouveau logo notamment. La plateforme de développement choisie est Wordpress. La communauté autour de ce CMS (Content Management System = système de gestion de contenu) est telle qu'elle nous permettra d'ajouter aisément des fonctionnalités favorisant la participation des adhérents. Une première étape consistera dans le lancement d'un blog « Le vélo déchainé » pour que les adhérents puissent exprimer leurs points de

vue sur des questions scientifiques et technologiques.

Notre démarche « écologique » au quotidien

La FSC œuvre pour une société socialement et écologiquement plus juste. Nous essayons de vivre cet objectif au quotidien. Depuis que nous sommes dans nos locaux rue des Cascades à Paris, notre fournisseur d'électricité est *Enercoop*. Nous achetons tout notre matériel bureautique chez *Un bureau sur la Terre*, un fournisseur de « bureau écolo » (papier recyclé, produits d'entretien, etc.). Lors de nos colloques, de nos rencontres ou encore du festival *Sciences en bobines* , nous proposons toujours des produits issus de l'agriculture biologique.